



Mai dur que lei dur

**ARRETE MUNICIPAL D'APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE DE LA
ROQUE-EN-PROVENCE.**

Vu la loi n°2004-811 du 13 Août 2004 de modernisation de la sécurité civile et notamment son chapitre II-article 13 ;

Vu le décret 2005-1156 du 13 septembre 2005, relatif au plan communal de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 Août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2212-1, relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

Considérant que les habitants de la commune peuvent être victimes d'accidents ou de de désagréments, qu'ils soient d'origine naturels, technologiques, accidentels ou terroristes et qu'il convient, en vertu des devoirs de protection de populations, de pouvoir y faire face ;

Considérant qu'il est important de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise ;

Arrête :

ARTICLE N°1- Le Plan Communal de Sauvegarde de la Commune de la Roque-en-Provence a été débattu et accueilli favorablement par le Conseil Municipal du 26/09/2024. La version annexée au présent arrêté est conforme à la législation en vigueur et au décret susvisé.

ARTICLE N°2- Le Plan Communal de Sauvegarde prend en compte le risque inondation par débordement de l'Estéron et ses affluents, ainsi que le risque d'inondation par ruissellements. En application de la loi et du décret susvisés, il sera le cas échéant étendu à d'autres risques lors de révisions ultérieures.

ARTICLE N°3- Le Plan Communal de Sauvegarde décrit les actions communales de sauvegarde à réaliser en fonction de différents états de la gestion de crise.

ARTICLE N°4- Le Plan Commune de Sauvegarde comprend une cellule de crise municipale.

ARTICLE N°5- Le Plan Communal de Sauvegarde annexé et guide d'actions, il n'a pas vocation à être appliqué à la lettre. Le Maire, en vertu de l'article n°L2212-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, demeure juge et responsable des adaptations imposées par les circonstances.

Article n°6- Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant du SDIS de Roquesteron, Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Roquesteron ; sont chargés chacun en ce qui concerne de l'exécution de présent arrêté.

**ARTICLE N°7- Un exemplaire du Plan Communal de Sauvegarde est adressé à Monsieur le
Préfet des Alpes-Maritimes**

Fait à La Roque-en-Provence.

**Jeudi 26 Septembre 2024
Monsieur ARGENTI Alexis**



AR Prefecture

006-210601076-20240926-A_2024_10_01-AR
Reçu le 11/10/2024